

# **NEWSLETTER**

N°28

Parue le : 17/01/2017

#### Pharm&cie: L'ACTU:

Premier semestre fini. vacances terminées, et nouvelle année entamée! Toute l'équipe espère que vous avez pu vous reposer et vous souhaite une année 2017 remplie de bonheur et de réussite! De notre côté, on vous prépare un super Week end d'Initiation au Monde Industriel, et on compte bien vous faire traverser la frontière pour découvrir ce qui se passe dans un autre pays. Pour vous faire patientez, restez à l'affut, le nouveau journal pointe bientôt le bout de son nez. En attendant, ne perdez pas le fil de l'actualité du monde industriel, plongez vous dans cette newsletter et...

Bonne lecture!

L'équipe du journal et de la newsletter

#### Dans ce numéro:

- Médecins/Industriels: relations sous surveillance
- Breaking news
- L'actu des labos
- English quizz



www.pharmandcie.fr

Responsable de la rédaction : WERY Anaïs





Des questions ? Des envies ?

4

#### **BREAKING NEWS**

D'après une étude récente de l'Université d'Eastern Finland, la prise de benzodiazépines et de médicaments apparentés par des patients souffrant de la maladie d'Alzheimer augmenterait le risque de fracture de la hanche de 43%. Ces chiffres, effrayants au premier abord, sont à nuancer par l'incidence réelle observée. En effet,

cette augmentation reste minime puisqu'elle passe de 1,4% chez les patients ne prenant pas de benzodiazépines à 2,5%, ce qui correspond bien à l'augmentation de 43%. L'étude montre également que la durée d'hospitalisation suite à ces fractures est plus grandes chez les patients traités par benzodiazépines ou apparentés que chez les patients ne les prenant pas. En effet, les patients restant hospitalisés plus de 4 mois sont plus nombreux dans les groupes ayant pris ces médicaments. Les consignes générales pour le traitement des troubles comportementaux et des symptômes de démence doivent être traités par des moyens non pharmacologiques dans le cas d'affections au long terme. Cette étude donne un argument de plus en faveur du respect de ces consignes.

Brexit isn't helping pharmaceutical companies at all. Novo-Nordisk, for one, is feeling the pain of the U.K.'s currency in several ways. Indeed, a weak currency means, for the Danish drugmaker and for all other companies, a lesser net income in the UK. But that's not all, since some novo nordisk European countries uses the UK prices as a reference.

Therefore, the problem is larger than just the UK. « The lower value of the pound can have a negative impact on our pricing in other markets » said Jesper Brandgaard, the company CFO, to The Wall Street Journal. On may think the solution would be to rise the prices in England. But those prices are negociated with the government, so it's not the solution. Brangaard said that the UK's currency depreciation already cost the company a lot of money. He talks about approx. 200 million Danish Crowns (about \$28,5 million).

Novembre 2016, http://www.fiercepharma.com

## L'ACTU DES LABOS



Le rachat de Monsanto par le géant allemand de la pharmacie et de l'agrochimie, Bayer, vient d'être approuvé par les actionnaires de Monsanto. Cette transaction représente 66 milliards de dollars et permettrait à Bayer de posséder plus d'un quart du marché mondial des semences et pesticides. Cependant, il manque encore l'accord des autorités de régulations et de certains actionnaires de Bayer,

#### RELATIONS SOUS SURVEILLANCE

Avant le mois d'Avril 2017, le montant des contrats entre laboratoires et professionnels de santé, experts sanitaires ou associations devront être rendus publics. Cette réglementation existait déjà pour les sommes supérieures à dix euros, mais s'étend cette fois ci à tout type de contrat et sera consultable par tous sur le site transparence.sante.gouv.fr. Autre changement non négligeable, cette mesure ne concerne plus seulement les médecins, pharmaciens, dentistes, infirmiers, sages femmes, mais aussi les experts administratifs et les associations.Pour l'association Formindep, qui lutte en faveur d'une formation médicale indépendante, ce nouveau décret est nécessaire mais pas suffisant. En effet, selon elle, le but final est que les décisions de santé publique soient prises à l'abris des intérêts privés et la transparence n'est pas un moyen de régler le problème, mais seulement un moyen de s'en rendre compte. « Ce qui peut empêcher les catastrophes sanitaires, ce n'est pas de savoir que les décideurs ont été payés par les laboratoires, c'est qu'il n'y est pas de liens entre eux » déclare le fondateur de l'association. Ces relations responsable de litiges naissent

généralement lors des études des futurs professionnels de santé, même si de plus en plus d'étudiants prennent conscience



de la nécessité de séparer intérêts publics et personnels et donc d'éviter certains liens avec les laboratoires.

Cependant, l'avis de l'association sur le lien avec les industriels est nuancé. Toujours selon le président de l'association « ce n'est pas honteux ni interdit de travailler pour un laboratoire, c'est même un vecteur de progrès. Par contre les experts liés à des intérêts privés ne doivent pas prendre de décisions de santé publiques. C'est ce qui s'est passé pour le Mediator, avec comme conséquence des centaines voire milliers de morts ».

Même si ce nouveau décret va permettre de mettre en lumière l'ensemble des relations entre professionnels de santé et laboratoires, il faudra donc trouver un moyen pour réguler ces relations et éviter que les erreurs passées, conséquences de conflits d'intérêts, ne se reproduisent à nouveau. La santé publique en dépend.

30 décembre 2016, www.lefigaro.fr

### TESTEZ - VOUS



- 1) Which of these words doesn't mean cheap?
  - (A)Bargain
  - (B) Dear
  - (C) Budget
  - (D) Cut-price
- 2) Trouvez le mot qui n'a pas de lien avec les autres :
  - (A) Garden
  - (B) Napkin
  - (C) Fridge
  - (D) Knife

